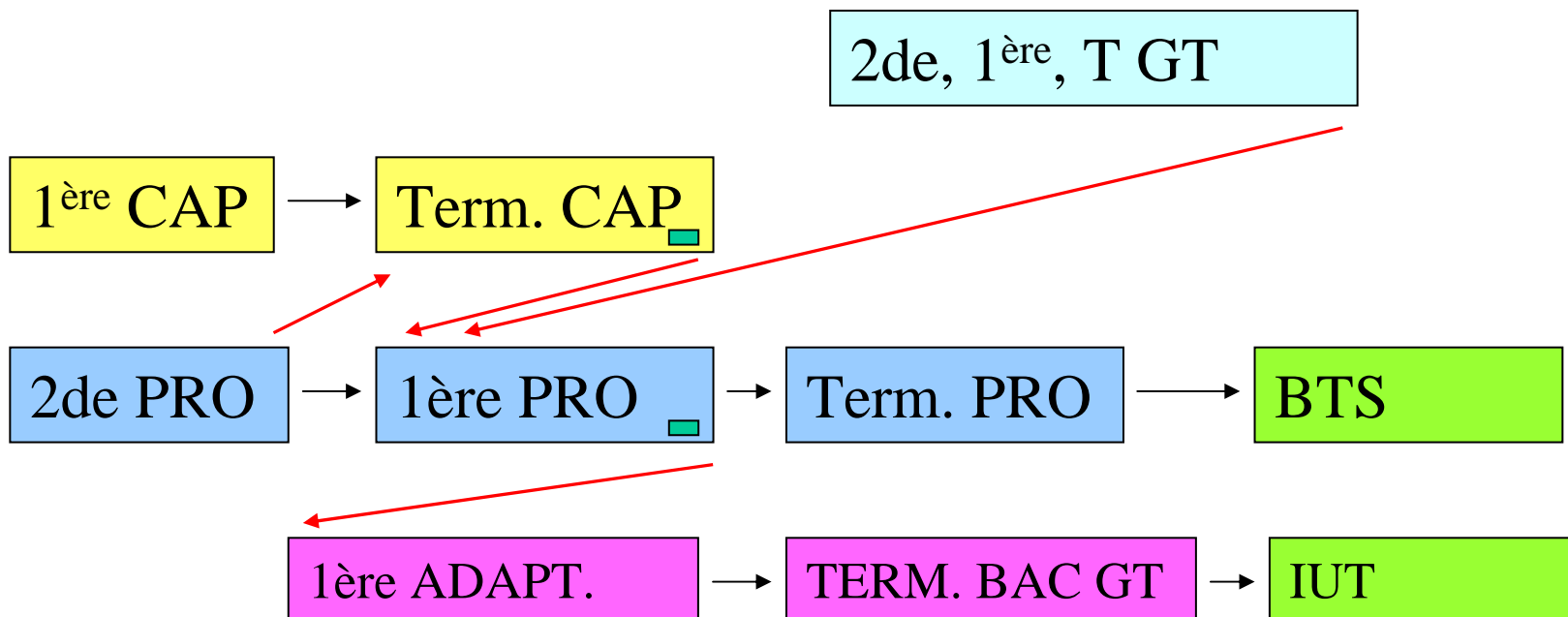


Réunion du Conseil pédagogique

14 janvier 2008

Le BAC PRO en 3 ans cursus et passerelles

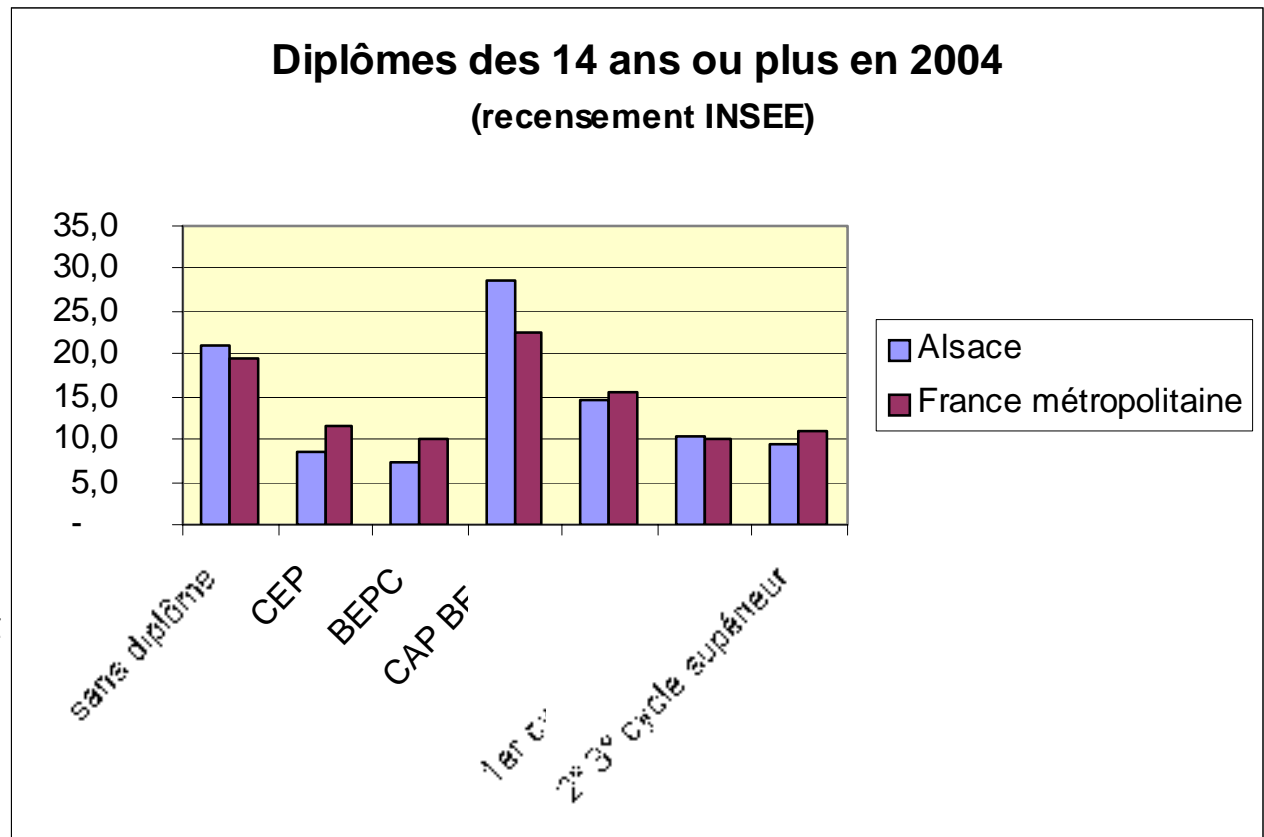


 Validation niveau V

Formation : le niveau CAP BEP reste la caractéristique régionale

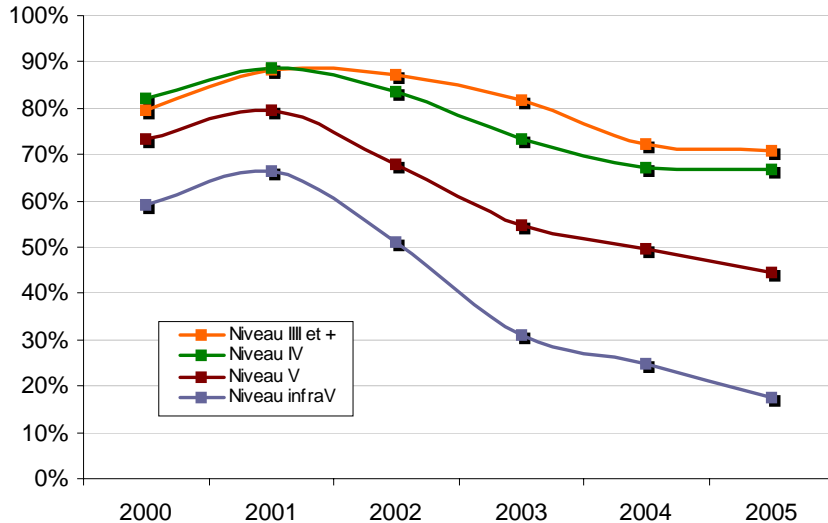
L'Alsace compte :
- moins de niveau infra CAP (-4 points)
- un peu moins de bacheliers (-1 pt) et de niveaux supérieurs (-1 pt)
- nettement plus de CAP – BEP (+6 points)

Attention : les élèves et étudiants (en poursuite d'études) sont inclus dans ces chiffres

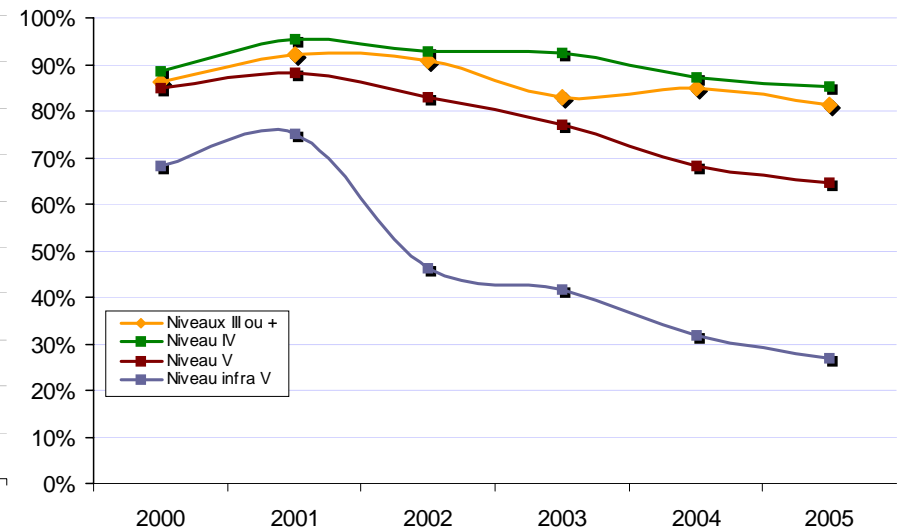


L'entrée dans la vie active

Après le lycée : Taux d'emploi par niveau de formation



Après le CFA : taux d'emploi par niveau de formation



Plus de la moitié des jeunes qui arrêtent leurs études avant le niveau CAP n'ont pas d'emploi 7 mois après leur sortie de formation.

L'insertion professionnelle est de plus en plus difficile au niveau CAP BEP, surtout pour les non diplômés, sauf dans certains métiers (BTP, hôtellerie, alimentation, services,...)

Source : Rectorat – IVA IPA 2000 - 2005 – sortants sauf poursuite d'études ou entrée en apprentissage

BTP : besoins permanents de personnels qualifiés

Offres Emploi Enregistrées	Demandes Emploi 1 2 3 Enregistrées	% DEE 123 / OEE	Taux de satisfaction des offres	DEFM 1236 fin décembre	Evolution des offres 2004 / 2005	Evolution des demandes 2004 / 2005	Evolution des DEFM 2004 / 2005
11 036	12 476	1,1	89%	7 182	6%	9%	3%

Source : ANPE Alsace

Forte proportion d'offres d'emploi en intérim.

Métiers demandés : ouvrier de la maçonnerie, assistant de TP,

Difficultés de recrutement : maçon, installateur sanitaire et thermique, électricien du BTP, chef de chantier BTP

Autres besoins de formation identifiés : ouvriers qualifiés gros œuvre, second œuvre, ouvrier VRD.

**Insertion professionnelle : CAP exigé
Niveau bac pour électricité et chauffage**

Électricité – électronique : réduction des offres peu qualifiées

Offres Emploi Enregistrées	Demandes Emploi 1 2 3 Enregistrées	% DEE 123 / OEE	Taux de satisfaction des offres	DEFM 1236 fin décembre	Evolution des offres 2004 / 2005	Evolution des demandes 2004 / 2005	Evolution des DEFM 2004 / 2005
1 407	1 576	1,1	90%	1 133	14%	-3%	-6%

Source : ANPE Alsace

Reprise des offres d'emploi en 2005

Métier demandé : habilitations électricité, agent de dépannage cartes électroniques

Bonne insertion professionnelle des apprentis

Niveau bac nécessaire en formation scolaire

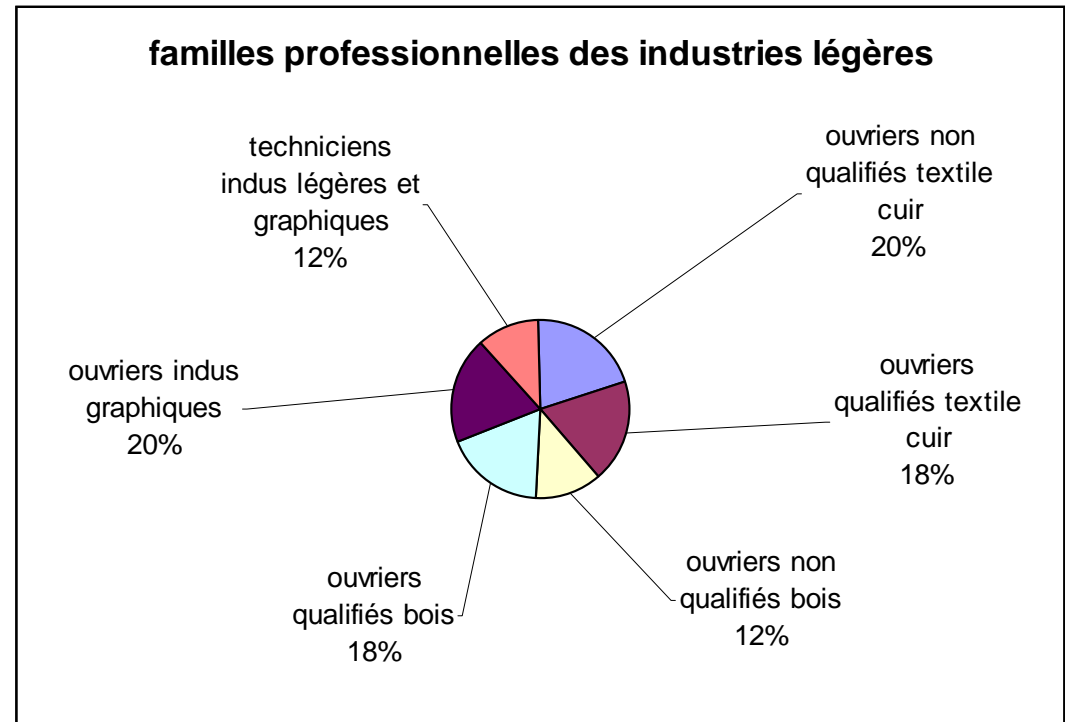
Industries légères (textile, habillement, bois, ind. Graphiques) : 14 000 professionnels

16 000 avec les frontaliers

La forte diminution des emplois a d'abord concerné
-le textile et l'habillement
-les faibles niveaux de qualification.

Progression rapide de la part des niveaux bac et + chez les techniciens du bois et des industries graphiques.

Les besoins de recrutement pourraient se situer autour de 200 professionnels par an (bois et industries graphiques).



Sources : INSEE recensement 1999, DARES estimation 2004, OREF estimation régionale 2004

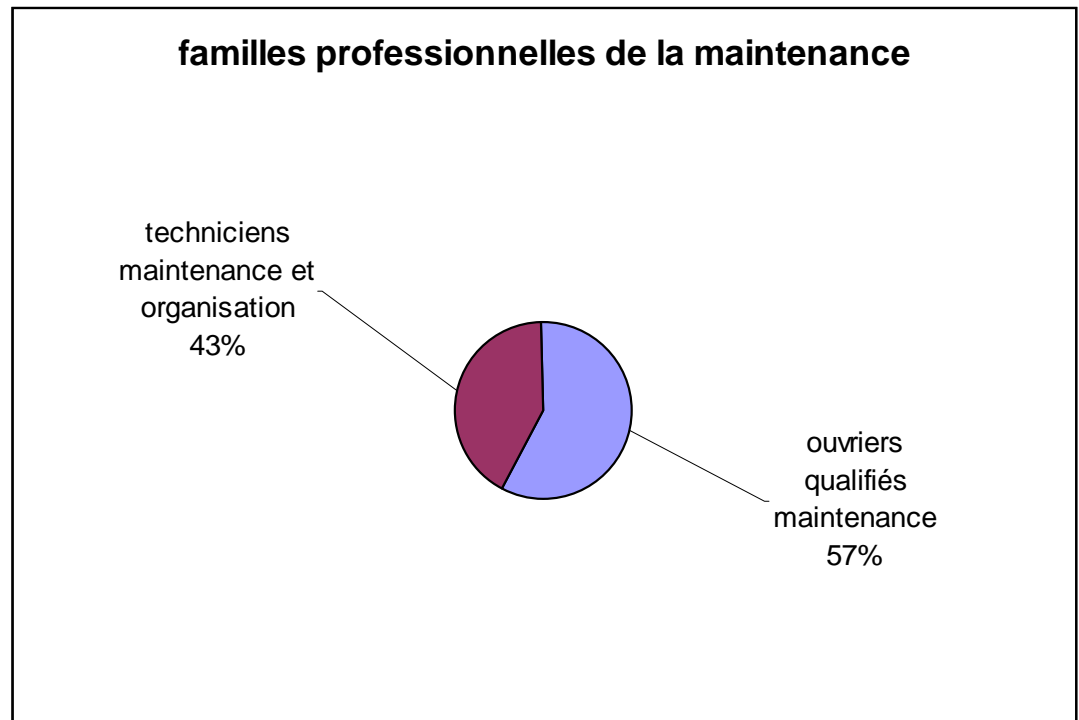
Maintenance : 23 000 professionnels

25 000 avec les frontaliers

Stabilité du nombre d'emploi, mais développement des techniciens et cadres, diminution des ouvriers.

Les niveaux supérieurs au bac sont de plus en plus demandés.

Les besoins de recrutement pourraient se situer autour de 500 professionnels par an.



Sources : INSEE recensement 1999, DARES estimation 2004, OREF estimation régionale 2004

Gestion – administration des entreprises : des offres d'emploi qualifiées

Offres Emploi Enregistrées	Demandes Emploi 1 2 3 Enregistrées	% DEE 123 / OEE	Taux de satisfaction des offres	DEFM 1236 fin décembre	Evolution des offres 2004 / 2005	Evolution des demandes 2004 / 2005	Evolution des DEFM 2004 / 2005
7 442	15 062	2,0	91%	11 677	12%	-1%	-6%

Source : ANPE Alsace

Augmentation des offres d'emploi.

Métier demandé : secrétaire bureautique spécialisée.

Besoins de formation identifiés : création – reprise d'entreprise,
gestion, droit, comptabilité, langues.

**L'insertion professionnelle s'effectue au
niveau bac + 2 ans, ou plus.**

Banque et Assurance : développement des emplois commerciaux

Offres Emploi Enregistrées	Demandes Emploi 1 2 3 Enregistrées	% DEE 123 / OEE	Taux de satisfaction des offres	DEFM 1236 fin décembre	Evolution des offres 2004 / 2005	Evolution des demandes 2004 / 2005	Evolution des DEFM 2004 / 2005
950	801	0,8	92%	554	15%	13%	-2%

Source : ANPE Alsace

Maintien des offres d'emploi.

Métiers demandés : agent de banque contact clientèle, conseiller en assurance.

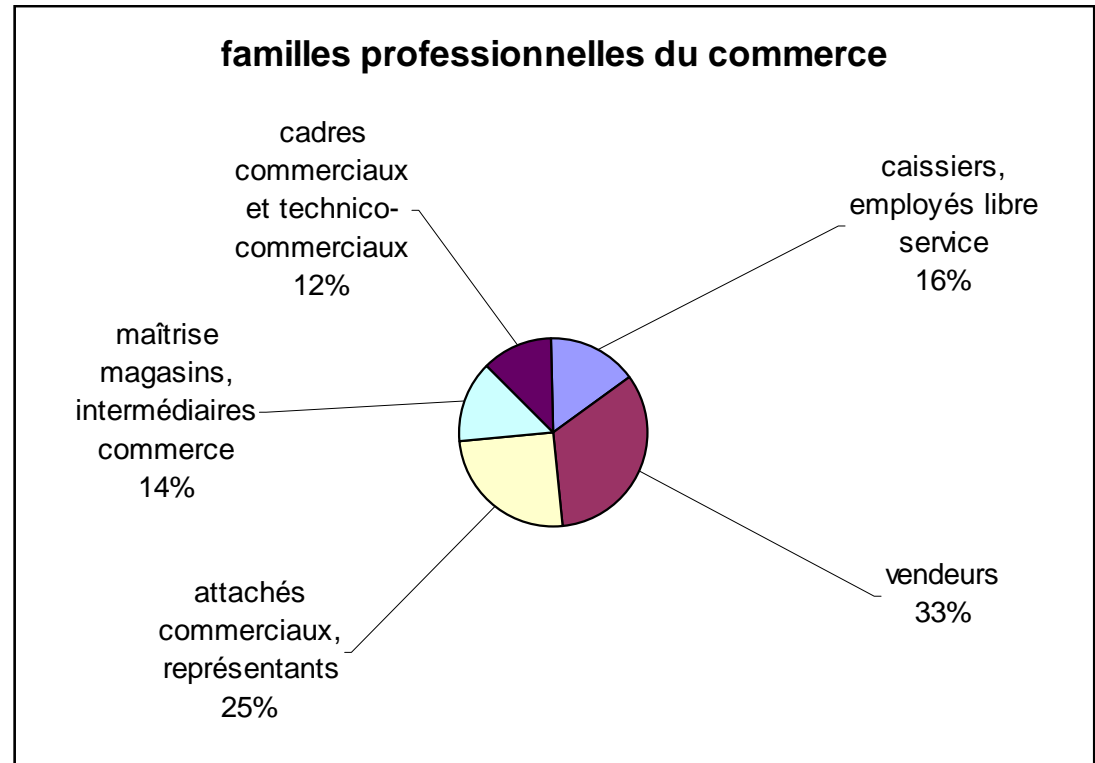
Autres besoins de formation identifiés : des commerciaux.

L'insertion reste correcte après le BTS.

Commerce - vente : 74 000 professionnels

Près de 80 000 si on tient compte des 6 000 emplois frontaliers

Un tiers de niveau CAP – BEP, mais l'augmentation des emplois s'effectue uniquement aux niveaux bac et plus.

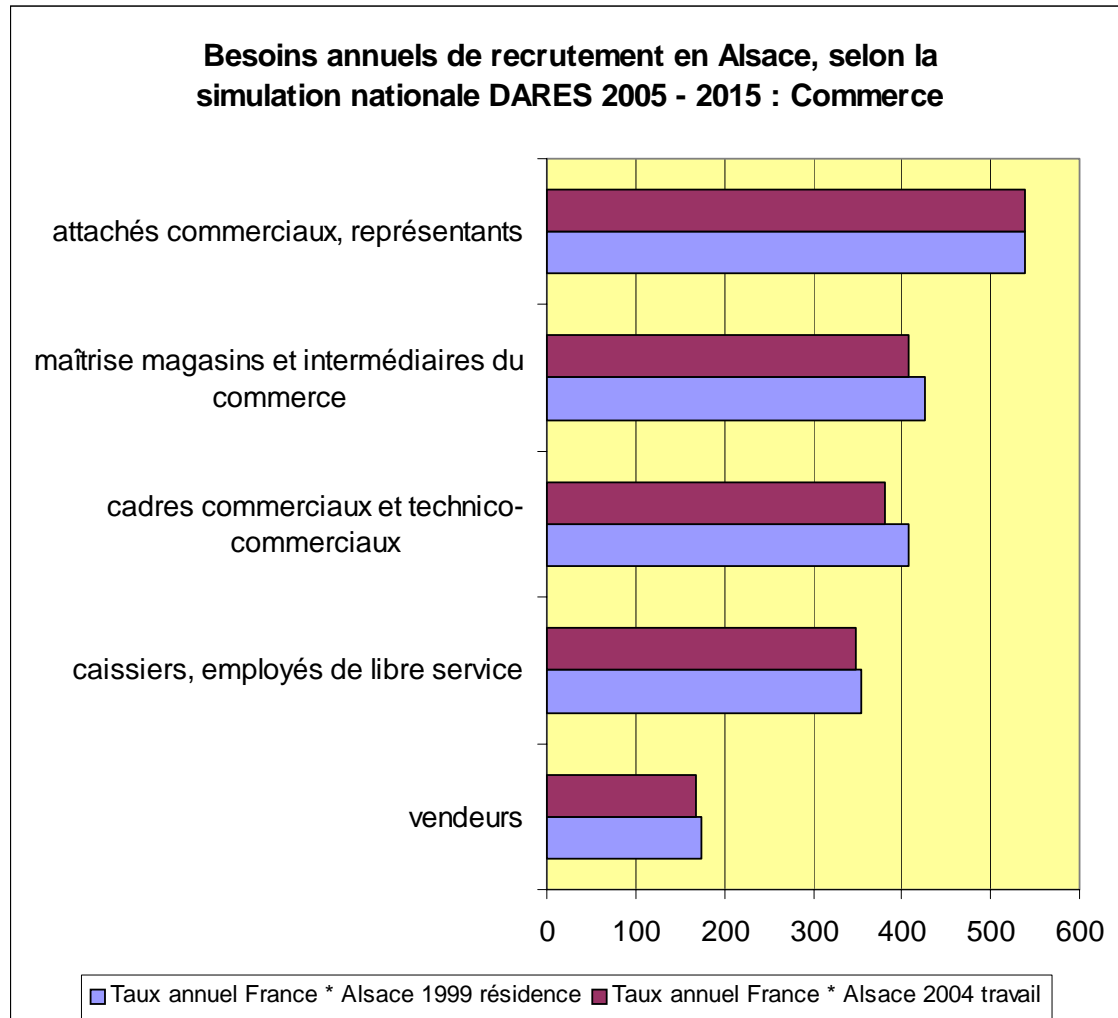


Sources : INSEE recensement 1999, DARES estimation 2004, OREF estimation régionale 2004

Commerce - vente : développement des emplois d'attachés commerciaux

Les besoins de recrutement pourraient se situer autour de 1800 professionnels par an.

Ils concerneront surtout des emplois qualifiés, demandant une double compétence, ou très spécialisés.



Commerce - vente : nombre important d'offres et de demandes d'emploi

Offres Emploi Enregistrées	Demandes Emploi 1 2 3 Enregistrées	% DEE 123 / OEE	Taux de satisfaction des offres	DEFM 1236 fin décembre	Evolution des offres 2004 / 2005	Evolution des demandes 2004 / 2005	Evolution des DEFM 2004 / 2005
15 093	20 313	1,3	89%	13 607	28%	8%	0%

Source : ANPE Alsace

Reprise des offres d'emploi.

Métiers demandés : animateur de vente, télévendeur, vendeur en équipement de la personne, vendeur en produits frais.

Difficultés de recrutement : attachés commerciaux, représentants, animateurs de vente.

Autres besoins de formation identifiés :

La maîtrise des langues vivantes est un atout important.

**Le niveau CAP ne suffit plus pour la vente.
Bonne insertion au niveau bac + 2 ans**

Hôtellerie - restauration - alimentation : les offres d'emploi sont plus nombreuses que les demandes

Offres Emploi Enregistrées	Demandes Emploi 1 2 3 Enregistrées	% DEE 123 / OEE	Taux de satisfaction des offres	DEFM 1236 fin décembre	Evolution des offres 2004 / 2005	Evolution des demandes 2004 / 2005	Evolution des DEFM 2004 / 2005
9 206	9 500	1,0	90%	5 346	2%	13%	11%

Source : ANPE Alsace

Maintien des offres d'emploi.

Le turn-over est important.

Difficultés de recrutement : cuisinier, serveur, réceptionniste.

Préparateur en produits carnés (travail des viandes)

Autres besoins de formation identifiés :

La maîtrise des langues vivantes est un atout important.

Le niveau CAP reste le niveau d'insertion

Excellente insertion aux niveaux bac et plus

Services aux particuliers et aux collectivités : 84 000 professionnels

86 000 avec les frontaliers

Certains métiers sont
accessibles avec un faible
niveau de formation :

Employé de maison : 80% < CAP

Agents d'entretien: 60% < CAP

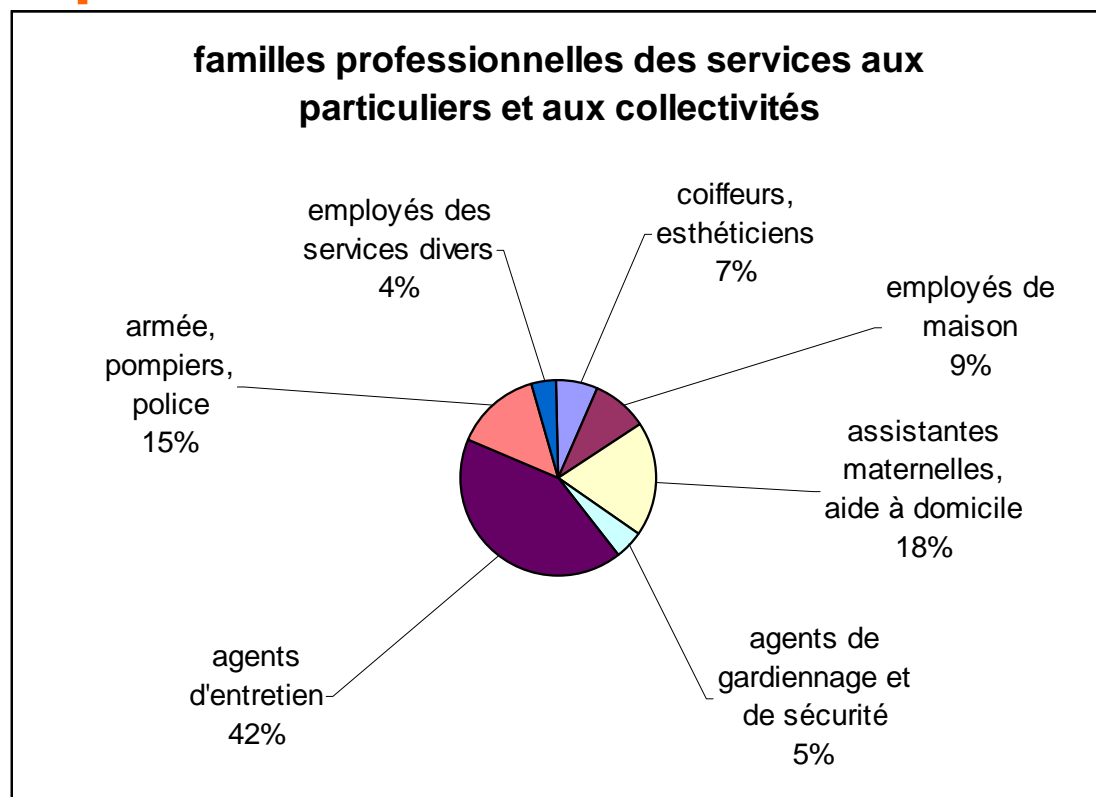
Assistants maternels : 47 % < CAP
mais professionnalisation en cours

CAP ou + nécessaire :

Coiffeurs: 61% CAP, 27% bac ou +

Sécurité: 42% CAP, 21% bac ou +

Armée police: 34% CAP, 42% bac
ou +



Sources : INSEE recensement 1999, DARES estimation 2004, OREF
estimation régionale 2004

Services aux particuliers et collectivités : Augmentation des demandes d'emploi

Offres Emploi Enregistrées	Demandes Emploi 1 2 3 Enregistrées	% DEE 123 / OEE	Taux de satisfaction des offres	DEFM 1236 fin décembre	Evolution des offres 2004 / 2005	Evolution des demandes 2004 / 2005	Evolution des DEFM 2004 / 2005
9 671	20 824	2,2	92%	16 473	4%	12%	11%

Source : ANPE Alsace

2 fois plus de demandes d'emploi que d'offres.

Métiers demandés : nettoyeur de locaux, intervenant à domicile, agent de sécurité, agent de service de collectivité.

Contrats aidés et offres durables fréquents.

Autres besoins de formation : Français, formations qualifiantes propreté, sécurité.

Besoins de professionnalisation et d'encadrement dans les services aux personnes

Insertion professionnelle dès le niveau CAP, mais en repli.

Difficultés après BEP bio service et CAP petite enfance

« Rapport sur la carte de l'enseignement professionnel »

A la rentrée 2004, plus de 700 000 élèves, soit 30% des élèves du secondaire supérieur, étaient scolarisés dans l'enseignement professionnel public et privé sous contrat. Les dépenses budgétaires qui y sont consacrées représentent environ 5,5 milliards d'euros. Les principales conclusions de l'audit de modernisation relatif à « la carte de l'enseignement professionnel » sont les suivantes :

- 1. L'enseignement professionnel français dispose d'atouts.

Il offre aux jeunes une formation professionnelle qui répond aux besoins de l'économie, mais qui permet également l'acquisition de connaissances générales, en particulier pour ceux qui poursuivent leurs études pendant quatre ans en vue de l'obtention du baccalauréat professionnel (deux ans de formation pour un CAP ou un BEP puis deux ans supplémentaire pour préparer le baccalauréat professionnel). Par ailleurs, il propose deux voies de formation – l'apprentissage et la voie scolaire – ce qui permet aux jeunes de choisir la voie la plus adaptée à leurs besoins.

« Rapport sur la carte de l'enseignement professionnel »

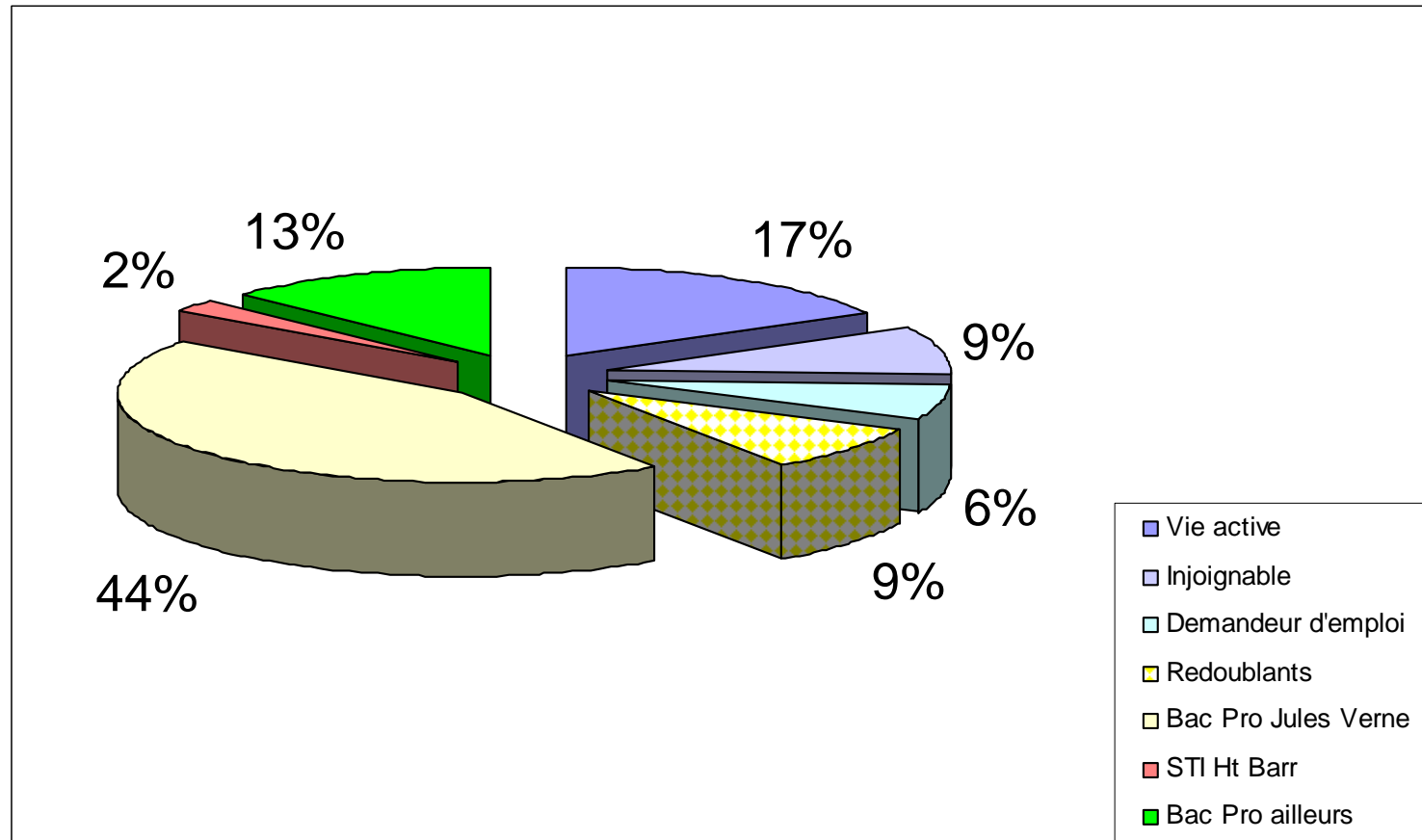
2. Pour autant, deux faiblesses doivent être soulignées :

- **Les objectifs d'élévation générale du niveau de qualification et de conduite de 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat** (général, technologique ou professionnel) **ne pourront être atteints à court terme compte-tenu de deux écueils :**
 - 1) **des jeunes sortent précocement du système scolaire sans qualification** (en 2002, 17,1% des jeunes de 18-24 ans, soit 137 000 personnes, sont sortis du système éducatif sans diplôme ; ce problème est commun aux autres pays de l'Union européenne où ce taux atteint en moyenne 21,3%¹) ;
 - 2) **la poursuite d'études dans la voie professionnelle est insuffisante** : seuls 28% des élèves entrés en 1ère année de CAP ou de BEP obtiendront leur baccalauréat.
- - **Des moyens importants sont accordés à l'enseignement professionnel** : le coût total par élève pour l'ensemble des intervenants atteint 10 490 € par an en 2004, ce qui est **supérieur** de 20% à la dépense consentie pour l'ensemble du second degré (8 530 €) et **de 30% à la dépense consentie en moyenne par les pays de l'OCDE** pour les lycées (environ 8 000 €). Les moyens accordés ont **augmenté de plus de 35% depuis 1990**. Malgré cela, la culture de l'évaluation est encore peu développée et l'efficacité et l'efficience de l'enseignement professionnel ne semblent pas assurées : **pour 100 places de formation financées, seulement 50 à 70% des élèves seront in fine diplômés compte-tenu de l'abandon, des échecs et du non-remplissage des classes**. Le rapport coût/efficacité n'est donc pas satisfaisant.

« Rapport sur la carte de l'enseignement professionnel »

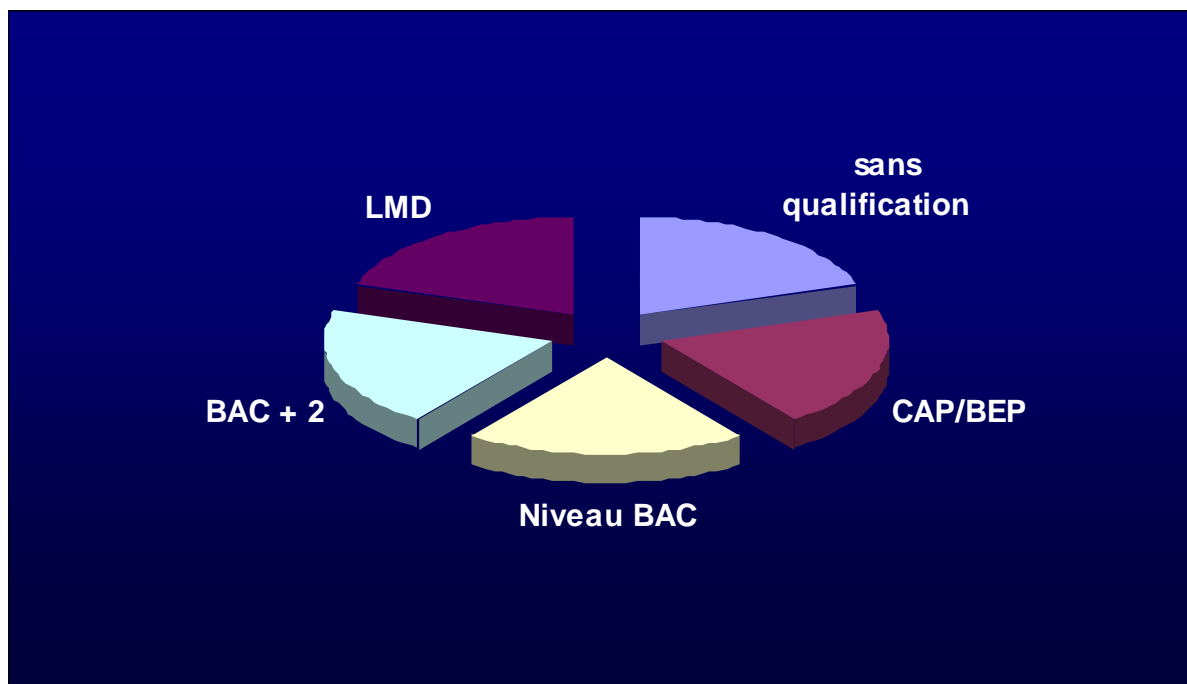
3. Ceci s'explique notamment par la rigidité de la gestion et de l'organisation de l'enseignement professionnel. Trois points doivent notamment être signalés :
- Les procédures de gestion enserment les établissements dans des contraintes (capacités d'accueil, grilles horaires définies au niveau national, etc.) sans leur permettre de dégager des marges de manoeuvre destinées à des dispositifs innovants. Leur mode de financement « à la structure » sans aucun lien avec des objectifs ou des projets d'établissement ne favorise pas la mise en place d'une offre de formation adaptée aux besoins des élèves. Au niveau national, la gestion centralisée, notamment des enseignants, présente des coûts de non-utilisation de l'ensemble des moyens disponibles.
 - De plus, l'offre de diplômes est très segmentée (il existe 456 diplômes professionnels) et les diplômes sont, notamment dans certaines branches professionnelles, assez spécialisés. Les parcours de formation prévus sont peu adaptables aux besoins des jeunes qui sont engagés dans une formation pour une durée minimale de deux ans sans que des passerelles leur soient proposées pour changer d'orientation le cas échéant.

Devenir de nos élèves dans le domaine industriel suivi de cohorte des 3 BEP



Où se situe le LP dans le système éducatif

Répartition des niveaux de sortie d'une tranche d'âge (Lisbonne 2000)

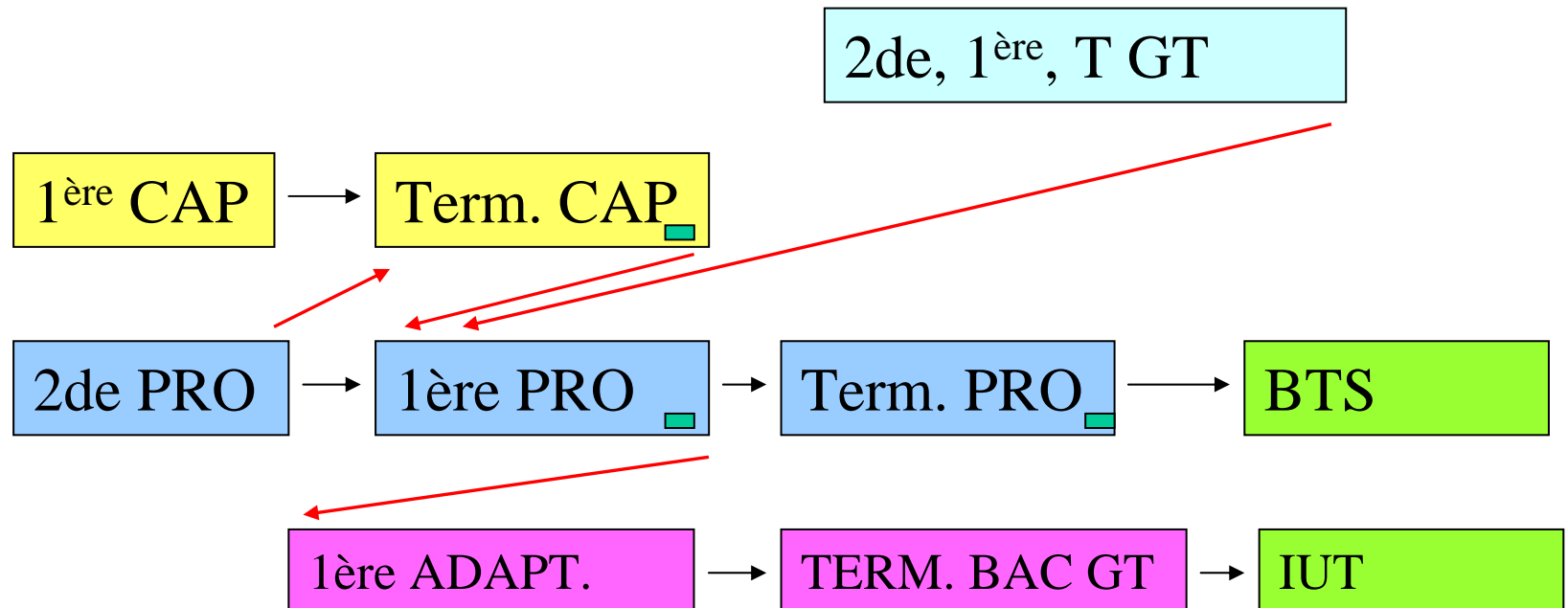


Le BAC PRO en 3 ans

résumé du contexte...

- LP = 30% des lycéens. Existence du BAC pro depuis 1985
- Un recrutement de plus en plus au niveau BAC voire BAC + 2 sauf dans certains secteurs (services à la personne, BTP)
- Beaucoup trop de sorties sans qualification en France (160000 par an) et encore trop ... au lycée Jules Verne
- Au niveau national : 28% des jeunes qui entrent au niveau V (CAP/BEP) obtiennent un BAC PRO. 39% si l'on parle des seuls entrant en BEP
- Moins de la moitié (46%) des jeunes de Terminale BEP seulement vont en 1^{ère} BAC PRO
- Dans nos formations tertiaires « Chappe », la capacité d'accueil n'est que de 60% des élèves de Terminale BEP
- Exemple du BEP productique chez nous : 24 à l'entrée de 2^{de} , 14 arrivent en terminale BEP, 10 demandent un BAC PRO (1 ailleurs que chez nous), 6 s'y retrouvent à la rentrée

Le BAC PRO en 3 ans cursus et passerelles



■ Validation niveau V possible

- Instauration de passerelles entre le CAP et le BAC PRO : possibilité pour un élève au bout de la seconde professionnelle de rejoindre la seconde année du CAP . Inversement, possibilité pour un élève ayant obtenu un CAP de rejoindre la deuxième année du BAC PRO (1ère professionnelle): le parcours en 4 ans reste possible
- Passerelle maintenue vers la 1ère d'adaptation

Le BAC PRO en 3 ans : ce qui pose problème

- Une réforme imposée sans impliquer, au moins dans un premier temps, les circuits habituels de concertation
- Une inquiétude pour les élèves les plus fragiles (une année de formation en moins) alors qu'il n'est pas proposé concomitamment d'ouvertures en CAP
- On parle d'expérimentation alors que subsistent de nombreuses inconnues quant aux contenus des référentiels et à la validation du BEP au terme de la 1^{ère} professionnelle (2^{ème} année), quant aux modalités de mise en œuvre des passerelles. Pour valider une expérimentation, il faut en connaître les modalités

Intérêt pour notre établissement de ne pas monter dans le 1^{er} train :

- Ne pas « essayer les plâtres » de la 1^{ère} année, 2008/2009 étant considérée comme une année d'expérimentation
- Retarder les éventuelles mesures douloureuses en terme de suppression de postes
- La précipitation n'est pas une bonne chose

Intérêt pour notre établissement de ne pas monter dans le 1^{er} train :

- Ne pas « essayer les plâtres » de la 1^{ère} année, 2008/2009 étant considérée comme une année d'expérimentation
- Retarder les éventuelles mesures douloureuses en terme de suppression de postes
- La précipitation n'est pas une bonne chose sachant qu'il y a encore beaucoup trop d'inconnues pour l'instant.

Le BAC PRO en 3 ans : pourquoi c'est urgent

- Il est temps de rénover la voie professionnelle. Il faut viser une égale dignité de la voie professionnelle par rapport à la voie générale. Trois ans comme ailleurs au lycée et une filière prof. allant vers le BTS (la filière technologique vers les IUT).
- Le nombre de sorties sans qualification 160 000/an et le nombre d'abandons ne permettent pas d'attendre: le cursus cylindrique en 3 ans permet d'amener les élèves au terme du niveau IV. Moins de perte au terme de la 2^{ème} année
- Il faut augmenter vite le niveau IV. Or aujourd'hui, 39% seulement des jeunes qui entrent au niveau V (CAP/BEP) obtiennent un BAC PRO
- Le manque d'attractivité est critique pour certaines formations. Or un BAC pro 3 ans devrait permettre une dynamique personnelle en terme de motivation plus importante sur un cursus cylindrique de 3 ans que sur un 2+2. Par ailleurs, les « recrutements » pourraient être de meilleure qualité, à la condition de développer du CAP par ailleurs pour les élèves les plus fragiles
- Les dernières positions ministérielles réaffirment la place du CAP, diplôme de niveau V pour les publics les plus fragiles et la possibilité de valider le BEP au courant du cursus

Intérêt pour notre établissement de monter dans le 1^{er} train :

- Il est urgent de rénover une voie professionnelle insuffisamment attractive
- Ne pas y être, alors que d'autres lycées proches peuvent faire ce choix, c'est risquer d'être moins attractif
- Y être maintenant, c'est être sûr de ne pas perdre des formations qui pourraient être menacés sur le secteur, sachant qu'elles auront pu être ouvertes ailleurs
- Pouvoir envisager plus vite du post BAC (BTS)
- Participer à la dynamique de la rénovation

AVIS DU CONSEIL PEDAGOGIQUE

50% **pour** l'expérimentation à la rentrée 2008
(l'équipe de direction y étant favorable)

50% **contre**